

« Le gouvernement fédéral est en affaires courantes »

BUDGET L'appel très ferme du patron des patrons flamands au Premier ministre

► Hans Maertens estime que, depuis six mois, le fédéral n'avance plus.

► Il demande notamment la réforme de l'impôt des sociétés et la loi sur le survol.

► « Le gouvernement est en train de s'endormir. »

Les patrons flamands ne communiquent pas souvent, mais ils entendent aujourd'hui donner un coup de crosse à Charles Michel et son équipe. L'administrateur délégué de la couple patronale flamande, le Voka, Hans Maertens, n'a pas trop apprécié le contrôle budgétaire annoncé dimanche dernier.

Le fédéral annonce un contrôle budgétaire sans taxes nouvelles. Cela devrait vous réjouir.

Non. Quand j'ai vu le gouvernement pavoiser dimanche, j'étais fâché. Le gouvernement s'est cantonné à un contrôle budgétaire minimaliste et n'a pas saisi la chance d'en faire davantage. Alors que c'est quand le soleil brille qu'il faut changer son toit.

C'est-à-dire ?

Tous les indices conjoncturels sont positifs et c'est le moment de mettre en œuvre les réformes. On a laissé passer l'occasion du contrôle budgétaire pour les mener.

Quelles réformes ?

Toutes celles que le gouvernement a promises. Le mécanisme de l'index, l'inflation, la norme énergétique, l'impôt des sociétés et la loi sur le survol de Bruxelles. Les entreprises ont énormément contribué et attendent.

Vous n'êtes pas les seuls à avoir contribué.

Regardons les revenus de l'impôt des sociétés, payés par les entreprises. En 2015, c'était 13,42 milliards. En 2016, le montant réalisé est de 15,21 milliards. Si on regarde ce qui est budgété pour 2017, ce sera 15,75 milliards. En 2010, les sociétés contribuaient pour 8,11 milliards. Donc ce sont les sociétés qui vont payer le contrôle budgétaire. Je rappelle aussi que le précompte mobilier est passé de 27 à 30 %. C'est presque une mesure socialiste parce que ces trois dernières années, le précompte mobilier est passé de 15 à 30 %. Le gouvernement est entré dans une sorte d'affaires courantes.

Que demandez-vous en priorité ?

La réforme de l'impôt des sociétés. Nous avons fait notre travail. L'année passée, nous avons créé 50.000 em-

ploiés dans le secteur privé.

Mais politiquement, l'impôt des sociétés et la taxation des plus-values, exigée par le CD&V, sont des dossiers liés. C'est pour cela que ça bloque. On peut faire les deux, pour vous, baisser l'impôt des sociétés et taxer les plus-values ?

Soyons clairs : il faut commencer par la réforme de l'impôt des sociétés. Elle est importante pour deux raisons. Au niveau international, notre tarif à l'impôt des sociétés est le plus élevé, tant en ce qui concerne le taux affiché que le taux réel, après déductions. Nous avons des tarifs très hauts. Si on veut être compétitif au niveau international, il faut une réforme qui baisse l'impôt. Deux : on en a besoin aussi car le système est aujourd'hui très complexe, avec des déductions multiples. C'est difficile. Il faut une réforme. Une baisse.

Et l'impôt sur les plus-values ?

Nous sommes déjà le pays le plus taxé d'Europe. Et le seul impôt que nous n'avons pas encore, c'est l'impôt sur les plus-values. Et on voudrait encore l'introduire ? Ce n'est pas sérieux. Nous sommes contre. Ce serait contre-productif. C'est de l'idéologie politique. Pour les entrepreneurs flamands, il est important que les entreprises puissent entreprendre. Adaptez l'impôt des sociétés, ne taxez pas les plus-values, et on assure qu'on créera des emplois comme on l'a fait l'année passée et cette année.

Vous estimez que les réformes du fédéral n'avancent plus. Pourtant, vous avez salué plusieurs mesures du gouvernement.

Mais depuis six mois, plus rien.

Pourquoi ?

Franchement, on se pose la question. Pour le moment, les indices conjoncturels sont favorables et il n'y a rien qui s'oppose aux réformes. Mais du côté du gouvernement, on est en train de s'endormir. Et notre appel au gouvernement, c'est que s'il veut gagner le match, c'est maintenant qu'il faut marquer.

Le fédéral parle d'une réforme pour l'été.

Quand ? En mai ? Juin ? juillet ? Septembre ? On ne sait pas. C'est maintenant qu'on doit faire des réformes, à commencer par l'impôt des sociétés.

Est-ce que votre confiance en ce gouvernement est amoindrie ?

La confiance est en jeu. Le gouvernement a déjà joué la première mi-

temps. Et il a bien joué. Il a marqué : tax shift, saut d'index, tout bon. Les entrepreneurs flamands applaudissent. La deuxième mi-temps a commencé. Les vingt premières minutes ont été jouées, mollement, et on se demande ce qu'ils vont faire des 20

dernières. Pour rester dans la métaphore sportive, l'équipe fédérale est en train de jouer la montre. On gagne du temps, on botte en touche. Si le gouvernement ne fait rien, ce sera la preuve qu'il est en affaires courantes. En 2018, il y a les élections communales. Il y aura des tensions. En 2019, nouvelles élections. C'est en 2017 qu'il faut agir. Et ce n'est que l'application de l'accord de gouvernement : la réforme de l'index, la norme énergétique, la loi sur le survol.

Mais la réforme de l'impôt des sociétés n'est pas dans l'accord de gouvernement.

Non, mais l'environnement a changé depuis la négociation de l'accord. Le gouvernement s'est formé fin 2014. On ne connaissait pas Trump. Il n'y avait pas de Brexit. LUE était très stable. Et pour le moment, l'environnement international a totalement changé.

C'est un appel au Premier ministre ?

Charles Michel est le capitaine de l'équipe.

On va encore dire que le Voka, c'est le vrai patron du gouvernement...

Si c'était vrai, tous ces dossiers seraient réglés depuis longtemps ! Le Voka est un réseau de 18.000 entreprises. Neutre politiquement. Nous avons des contacts avec tous les partis politiques. C'est bizarre de penser que tous les entrepreneurs flamands sont de la N-VA. Si c'était vrai, nous n'aurions pas besoin de la presse. Bart De Wever parlerait pour nous.

Le gouvernement a entrepris beaucoup de réformes, qui ont provoqué beaucoup d'oppositions. Vous ne lui

en demandez pas trop ?

Ce sera difficile mais ce n'est pas pour cela qu'on ne peut pas essayer. Et le gouvernement n'essaye pas. Pour le moment, nous sommes dans un gouvernement d'affaires courantes, et on essaye trop peu d'avancer. Le Premier ministre a dit que c'était un gouvernement de réformes. Il est temps qu'il le fasse. Les entrepreneurs flamands avaient une grande confiance dans ce gouvernement, cette confiance est aujourd'hui sous pression. ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY

ANALYSE

Admonestation

Une association patronale flamande qui demande des réformes socio-économiques. Quoi de plus naturel, en somme. Mais l'appel très ferme du Voka au Premier ministre et à son gouvernement est pourtant plus susceptible de porter que d'autres. Rappelons que le Voka, qui fédère 18.000 entreprises flamandes a joué un rôle très actif pour convaincre Charles Michel et la N-VA de travailler en-

semble sur un programme exclusivement socio-économique et de bâtir la suédoise. Une recette qui s'est avérée payante jusqu'ici pour le patronat qui a obtenu des réformes dont il n'osait rêver depuis parfois plusieurs décennies. Mais depuis peu, le Voka, et d'autres, s'impatientent. Après la crise d'octobre au sein de la coalition fédérale, évitée de justesse, les réformes traînent. Charles Michel assure qu'il travaille et avance dans l'ombre, le Voka en doute, et lance un appel enrobé d'une référence aux sinistres affaires courantes qui ne fera pas plaisir,

parce que le patronat flamand est un des garants du deal « réformes socio-économiques contre absence de communautaire. » Pour autant, les patrons savent que la tâche est rude pour Charles Michel et gardent un soupçon de clémence. La somme des réformes impopulaires déjà prises rend les suivantes encore plus périlleuses. Et les élections s'approchent. Ils parlent d'endormissement, mais de quoi au juste sont-ils capables si les réformes n'arrivent pas cet été ?

B.DY